

CRIO Centre-Est



RAPPORT DE LA MISSION D'ÉVALUATION DES BESOINS DE PROTECTION SUR LES AXES MULOMBOZI, KITUTU ET BYONGA (TERRITOIRE DE MWENGA)

[Mission réalisée du 15 au 20 octobre 2019]



Participants:

- Coordination du Cluster Protection du CRIO Centre-EST
- ADIC, ADPF, ALTERNATIVES, APIDE, DIVAH, INTERSOS, SOLIDARITE, TPO

**RAPPORT DE LA MISSION D'ÉVALUATION DES BESOINS DE PROTECTION
SUR LES AXES MULOMBOZI, KITUTU ET BYONGA
(TERRITOIRE DE MWENGA)**

INTRODUCTION

Contexte et Justification de l'évaluation

Les Hauts-Plateaux d'Itombwe sont le théâtre d'affrontements à répétition qui trouvent leur origine dans le conflit intercommunautaire qui oppose les Banyamulenge et la coalition Bafuliru-Babembe-Banyindu. De nombreuses violations sont enregistrées depuis le début de ce conflit (incendies de maisons, pillages de bétail, enlèvements, extorsions de biens et atteintes à l'intégrité physique (coups et blessures, meurtres)). Cette situation de violence et les violations qui s'en suivent contraignent les populations au déplacement. Depuis le début du conflit, la majorité des déplacés d'Itombwe se dirige vers Fizi centre et ses environs. Les chiffres actuels font état de 77 212 personnes déplacées (IDPs)¹ sur ces axes.. Ce nombre important de personnes déplacées attire en effet l'attention des autorités publiques et des acteurs humanitaires, ignorant que certains déplacés, même minoritaires, se dirigent vers d'autres zones situées dans le territoire de Mwenga ; notamment sur les axes Mulombozi (Groupement de Basimwenda 1), Bionga (Groupement de Basikamagulu), et Kitutu (Chefferie de Wamuzimu), qui accueillent environ 1 250 personnes (230 ménages). Pour que ces personnes ne soient pas les laissées-pour-compte de la planification de l'assistance humanitaire, il a été jugé important de mener une évaluation de leurs besoins de protection. C'est ainsi que du 15 au 20 octobre 2019, une équipe constituée de membres actifs du Cluster Protection du CRIO Centre-Est et d'un représentant de la Division Provinciale des Actions Humanitaires et Solidarité Nationale (DIVAH) a été dépêchée sur les axes sus mentionnés.

Méthodologie appliquée pour l'évaluation

Pour cette mission, la fiche d'évaluation générale de protection a été utilisée comme outil de collecte de données. Sur l'aspect pratique, l'équipe a eu recours à différentes méthodes, alliant à la fois interviews individuelles, échanges dans le cadre de focus groups et observation directe.

En ce qui concerne les interviews individuelles, les autorités locales (Administration territoriale, Chefferies, FARDC, PNC, DGM) ; la société civile, ainsi que les leaders communautaires et les représentants de trois associations locales (Coopérative Agricole de Mwenga (COAM) ; Alternatives ménages, nature et marchés (AMEN-asbl) ; Conseil agricole rural de gestion (CARG)), ont été ciblés.

Concernant les échanges dans le cadre des focus groups, des groupes ont été constitués suivant l'approche basée sur l'âge, le genre et la diversité (AGD), avec un accent sur les personnes vivant avec handicap, prenant en compte la situation particulière des personnes déplacés et celle des communautés d'accueil.

LOCALITES	IDPs				TOTAL
	FEMMES	HOMMES	FILLES (- 18 ans)	GARÇONS (- 18 ans)	
BIONGA	25	15	2	4	46
KITUTU	11	12	2	15	40
MULOMBOZI	17	8	5	0	30
TOTAL	53	35	9	7	116

¹ Source: OCHA. Voir situation des alertes sur les mouvements de populations enregistrées sur ehtools entre le mois de septembre et octobre 2019 (date d'extraction (UTC): 04/11/2019 09:59:35).

**RAPPORT DE LA MISSION D'ÉVALUATION DES BESOINS DE PROTECTION
SUR LES AXES MULOMBOZI, KITUTU ET BYONGA
(TERRITOIRE DE MWENGA)**

LOCALITES	COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL				
	FEMMES	HOMMES	FILLES (- 18 ans)	GARÇONS (- 18 ans)	TOTAL
BIONGA	31	18	3	3	55
KITUTU	13	12	0	6	31
MULOMBOZI	10	10	0	6	26
TOTAL	54	40	3	15	112

Commentaires : Les personnes vivant avec handicap ont été directement intégrées dans les groupes. Ainsi, sur les 228 personnes rencontrées, 2 femmes IDPs (Kitutu) et 3 enfants (Kitutu) vivent avec un handicap.

Tableau 1 : Données chiffrées sur les focus groups

Enfin, l'observation directe de l'environnement tel qu'il s'est donné à voir a servi à collecter des informations additionnelles.

En définitive, il faut noter que les données figurant dans ce rapport sont issues des échanges et autres entretiens avec les différents informateurs clés (autorités locales, société civile, leaders communautaires, représentants de trois associations locales, focus groups).

Difficultés majeures rencontrées

- Inaccessibilité de certaines zones en véhicule, obligeant à rejoindre certaines localités à pieds (par exemple sur l'axe Mulombozi, 160 km de marche aller/retour) ;
- Absence au niveau de l'administration territoriale (à Mwenga) et dans les trois localités évaluées de données statistiques sur les mouvements de populations, ou encore sur les enfants en besoins de protection, également sur les cas de SGBV, constituant un obstacle majeur à l'appréciation de l'étendue réelle des besoins de protection des populations déplacées et des communautés d'accueil ;
- Réticence des femmes déplacées et même des femmes autochtones, en respect de la coutume locale, à évoquer la question des conflits fonciers dans le milieu ;
- Réticence de la communauté à répondre aux questions en rapport aux conflits de pouvoir dans la zone.

I. SITUATION SECURITAIRE ET DE PROTECTION

Contexte sécuritaire

Dans la majeure partie du territoire de Mwenga, la situation sécuritaire est relativement calme. De fait, aucune présence de groupes armés actifs n'a été signalée. En revanche, les Hauts-Plateaux d'Itombwe ainsi qu'il a été précédemment mentionné sont le théâtre d'affrontements réguliers, dont la cause est le conflit intercommunautaire qui oppose les Banyamulenges et la coalition Bafuliru-Babembe-Banyindu. Du fait, d'une part, de la proximité géographique des Hauts-Plateaux d'Itombwe et du territoire de Mwenga, d'autre part, des ressemblances linguistiques², les risques d'une transposition de la crise actuelle ne sont pas à exclure.

² La population des zones évaluées est composée par les Lega, les Babembe, les Banyindu et les Bafuliro.

**RAPPORT DE LA MISSION D'ÉVALUATION DES BESOINS DE PROTECTION
SUR LES AXES MULOMBOZI, KITUTU ET BYONGA
(TERRITOIRE DE MWENGA)**

Au niveau plus spécifique des zones évaluées, les localités de Mulombozi et Bionga demeurent sous risque de protection, à cause de la présence d'hommes armés aux alentours des villages. Plusieurs facteurs favoriseraient ce risque, à savoir entre autres, l'absence des FARDC et de la PNC et autres services de sécurité pour assurer la protection des civils. Lors des entretiens avec les focus groups, les populations de Bionga ont cependant mentionné des patrouilles ponctuelles des FARDC en provenance de Kitutu. Au cours de leurs passages, ils procéderaient aux arrestations arbitraires de certains déplacés, pour motif que ces derniers collaboreraient avec les membres des groupes armés actifs dans le secteur d'Itombwe. Les victimes sont généralement relâchées moyennant paiement d'une somme d'argent.

Contrairement à Mulombozi et Bionga, il a été signalé la présence des éléments FARDC, PNC, DGM, ANR à Kitutu. Mais, ces derniers ont été indexés lors des entretiens en focus groups et avec les autorités locales comme les auteurs potentiels des violations des droits humains. Les arrestations arbitraires et les détentions illégales, les extorsions de biens et les travaux forcés sont autant de violations récurrentes au cours de ces trois derniers mois dont ils se seraient rendus coupables. Cette situation pourrait s'expliquer par le fait qu'à Kitutu les prisons sont gérées par les militaires.

Ainsi, de manière générale, s'il a été observé une présence effective des forces de sécurité, il règne cependant dans les localités évaluées une certaine méfiance de la part de la population, à la fois locale et déplacée, à l'égard des forces de sécurité.

Mouvements de population

Les zones de Mulombozi, Kitutu et Bionga ont connus plusieurs vagues de déplacements de populations en lien avec le conflit intercommunautaire dans les Hauts-Plateaux d'Itombwe. Aucune structure, que ce soit étatique ou encore humanitaire, ni la société civile, ne s'est jusque-là pré-positionnée pour des activités d'identification et d'enregistrement des déplacés. Les raisons évoquées sont liées à la crainte que les déplacés, une fois identifiés, exigent une assistance. Les autorités locales ne disposant pas de moyens pour apporter une telle assistance se sont jusque-là abstenues de procéder à une identification des déplacés accueillis dans leurs localités. En outre, les déplacés eux-mêmes ne sont pas sensibilisés sur la nécessité de se structurer en comité(s) pour faciliter leur identification. De fait, aucune donnée statistique officielle sur les personnes déplacées dans le territoire de Mwenga n'existe ni au niveau territorial ni au niveau des trois localités évaluées. Il a donc été difficile, voire impossible, de savoir avec exactitude le nombre de déplacés accueillis depuis le début de la crise d'Itombwe dans le territoire de Mwenga. Toutes les autorités rencontrées confirment cependant la présence de plusieurs déplacés dans leurs localités. Il est ressorti des entretiens, notamment avec les chefs de groupements et les chefs de villages, qu'environ 230 ménages seraient accueillis dans les familles d'accueil. En général, les déplacés ont été intégrés dans les familles d'accueil sur la base de connaissance, de liens familiaux, d'appartenance religieuse. Nombre d'entre eux sont accueillis au seul motif de la traditionnelle hospitalité africaine. Outre ces deux aspects, la proximité linguistique reste un facteur déterminant d'établissement, notamment dans le choix de la zone d'accueil.

Zones de provenance : Achika, Alemba, Etabi, Kalamba, Kalingi, Kalonge, Kasenge, Kasolelwa, Kipupu, Kiseke, Kitibingi, Lubumba, Magunda, Malanda, Mandja, Makutano, Mbandakila, Milundu, Mikenge, Miki, Nesambe, Ngomiano, Tubangwa, Tulambo, Tumungu.

**RAPPORT DE LA MISSION D'ÉVALUATION DES BESOINS DE PROTECTION
SUR LES AXES MULOMBOZI, KITUTU ET BYONGA
(TERRITOIRE DE MWENGA)**

Zones d'accueil : Bangayi, Basimbi, Biligi, Bionga, Ibenga, Ilombwe, Isechya, Itonga, Izabika, Kabeba, Kakolokelwa, Kalamba, Kambata, Kisanga, Katonga, Kitutu, Masumbili, Minembwe, Miluba, Misanya, MusimbiLukechi, Namukomwanga, Nyabale, Tubangoye, Tubungu.

La plupart des déplacés d'Itombwe sur les axes évalués n'ont pas manifesté l'intention de retourner.

II. MENACES AUX DROITS HUMAINS ET LIBERTES FONDAMENTALES

A. Violences sexuelles basées sur le genre (VBG)

1. Cas de viol

ZONE DE SANTÉ	LOCALITÉ	NOMBRE DE CAS	COMMENTAIRES
Kitutu	Kitutu	17	Sur l'ensemble de ces 17 cas évoqués, 11 ont été référés à l'hôpital de PANZI par le truchement de la Coopérative agricole de Mwenga (COAM).
	Bionga	2	En juillet 2019, 2 cas de viols sur des déplacées dont une femme de 38 ans et une jeune fille de 16 ans en provenance, la première de Kipupu et la seconde de Tulambo (secteur d'Itombwe) vers Bionga (chefferie de Wamuzimu). Les présumés auteurs seraient 3 hommes en armes pour le premier cas et 4 pour le second. Signalons que la jeune fille de 16 ans violée était enceinte de 6 mois au moment du viol. Elle a avorté à la suite de ce viol. Il n'y a eu aucune prise en charge et la victime porte encore les séquelles.
	Kabikokole	13	Cet incident est survenu le 24 janvier 2019, pillage et viol de masse de femmes dont l'âge varie entre 14 et 40 ans par 5 hommes en armes non identifiés. 7 des victimes ont été référées à l'hôpital de PANZI pour une prise en charge en Kit PEP.
Mwenga	Mulombozi	0	Aucun cas de Viol n'a été signalé dans cette zone.
Total		32	La plupart de cas de viol ont été commis par les membres de la communauté. Aussi, certaines victimes se sentent-elles en insécurité ou craignent des risques de récurrence. De manière générale, un arrangement à l'amiable est passé entre les familles impliquées sans que les autorités ni les services compétents ne soient informés.

Tableau 2 : Répartition des cas de viol par zone de santé

**RAPPORT DE LA MISSION D'ÉVALUATION DES BESOINS DE PROTECTION
SUR LES AXES MULOMBOZI, KITUTU ET BYONGA
(TERRITOIRE DE MWENGA)**

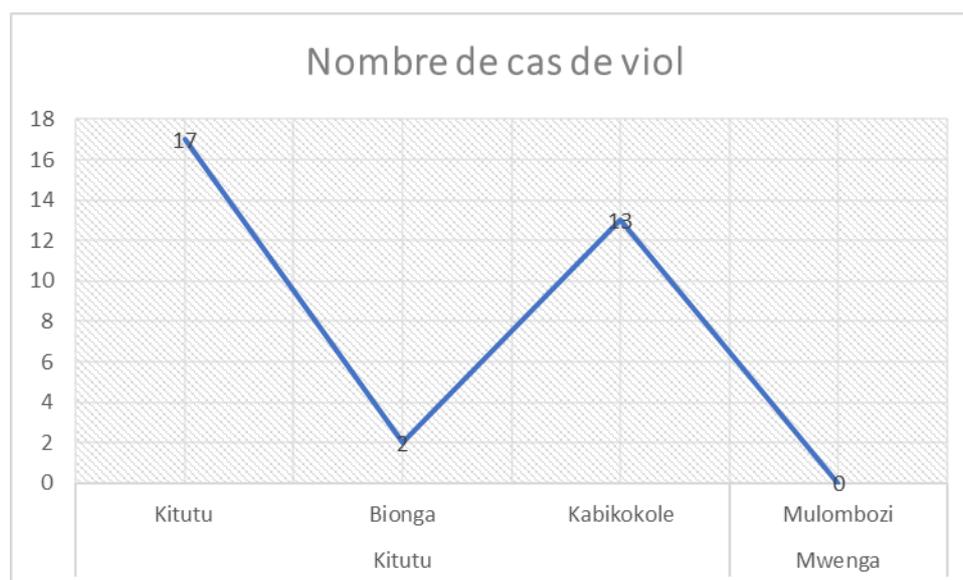


Figure 1 : Tendances de cas de viol par ZS et localité

Toutes ces victimes vivent avec les conséquences de ces actes atroces (douleurs abdominales, amaigrissement, diverses maladies, etc.). Certaines d'entre elles n'ont pas eu accès aux kits PEP. Lors des entretiens avec le médecin au niveau de la zone de santé de Kitutu, ce dernier a fait part de l'indisponibilité des Kit PEP au niveau de l'hôpital et des centres de santé depuis février 2019.

Nonobstant cette indisponibilité des Kits PEP, l'accès aux autres soins de façon générale est non seulement payant, mais surtout est un luxe pour la plupart des victimes qui, globalement ont une situation financière précaire.

2. Autres formes de SGBV

TYPES	FRÉQUENCE	COMMENTAIRES
Mariages précoces	Très élevée	Ces types de violences sont extrêmement répandus, à tel point qu'il est difficile de les quantifier. Ces cas de SGBV ont pour causes les coutumes rétrogrades, impliquant l'exclusion des femmes dans la gestion des revenus de leurs ménages, dans la prise de décisions importantes pour leurs ménages pour les cas de dénis d'opportunités. La vulnérabilité et l'extrême pauvreté des parents (mariage précoce et sexe de survie) ; Tout cela a comme conséquence de porter atteinte à l'intégrité et aux droits fondamentaux des femmes. Le silence des victimes, la crainte de représailles et de stigmatisation, l'absence de sensibilisation de la communauté, notamment sur les mariages précoces sont autant de facteurs aggravants des cas de SGBV.
Deni d'opportunité	Élevé	
Sexe de survie	Moyen	

Tableau 3 : Situation des autres formes de VBG à MULOMBOZI, KITUTU et BIONGA

**RAPPORT DE LA MISSION D'ÉVALUATION DES BESOINS DE PROTECTION
SUR LES AXES MULOMBOZI, KITUTU ET BYONGA
(TERRITOIRE DE MWENGA)**

B. Protection de l'enfant

Dans l'ensemble des zones évaluées, il y a une présence d'enfants affectés par la crise et qui ont besoin d'une assistance en termes de protection, d'éducation et d'appui psychosocial. Des cas d'enfants non accompagnés (ENA) et d'enfants séparés (ES), vivant en familles d'accueil, ont été signalés.

TERRITOIRE	LOCALITES	ENA EN FAMILLE D'ACCUEIL		TOTAL
		FILLES	GARÇONS	
MWENGA	Kitutu	3	6	9
	Bionga	3	4	7
	Mulombozi	0	0	0
TOTAL		6	10	16

Commentaires : Ces enfants seraient en besoin d'accompagnement psychosocial et nécessitent une réunification familiale.

Tableau 4 : Nombre d'ENA signalés

TERRITOIRE	LOCALITES	ES EN FAMILLE D'ACCUEIL		TOTAL
		FILLES	GARÇONS	
MWENGA	Kitutu	2	5	7
	Bionga	2	3	5
	Mulombozi	2	1	3
TOTAL		6	9	15

Commentaires : Ces enfants sont en besoin d'une assistance et d'un accompagnement psychosociale eu égard à la situation vécu dans leur localité de provenance.

Tableau 5: Nombre d'ES signalés

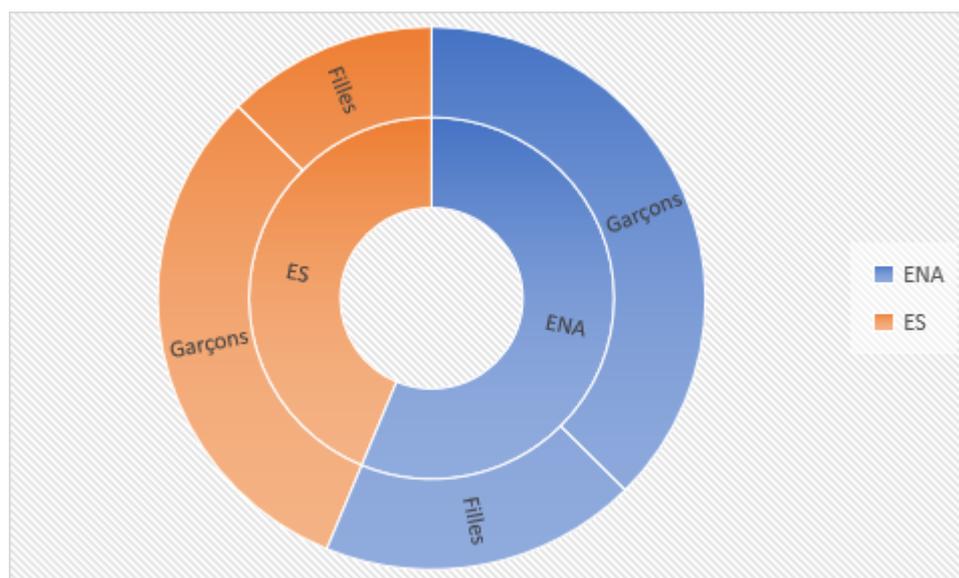


Figure 2 : Répartition des ENA et ES signalés dans les zones évaluées

En dehors des ENA et ES, il a aussi été rapporté la présence de 53 cas d'enfants vulnérables, dont : 1 fille accusée de sorcellerie à Kitutu que les parents ont dénoncée à la police ; 20

**RAPPORT DE LA MISSION D'ÉVALUATION DES BESOINS DE PROTECTION
SUR LES AXES MULOMBOZI, KITUTU ET BYONGA
(TERRITOIRE DE MWENGA)**

enfants vivants avec handicap, 15 (7 filles et 8 garçons) dans la localité de Kitutu et 5 (2 filles et 3 garçons) à Bionga ; 32 survivantes de violences sexuelles, dont 17 cas à Kitutu, 2 cas à Bionga et 13 cas à Kabikokole.

Seules deux structures de prise en charge des cas de vulnérabilité existent dans les zones évaluées :

- À Kitutu : Police chargée de la protection de l'enfant/ Police de lutte contre les violences sexuelles, pour la prise en charge juridique (arrestation des auteurs de viol et leur transfert à la prison centrale de Kamituga).
- À Mulombozi : Club de jeunes, récemment créé pour lutter contre les anti valeurs et violations dans leur milieu et lutter pour le développement de leur communauté ; deux organisations à base communautaire (Association pour lutter contre la sécurité alimentaire dans la région de Mulombozi (ALIAMU) ; AFYA BORA (Bonne santé) interviennent dans le domaine de la réinsertion socio-économique, notamment l'apprentissage de la couture).

Pour ce qui est de la prise en charge des victimes de violences sexuelles, signalons que les pesanteurs culturelles, l'absence d'acteurs clés de la prise en charge psychosociale et l'indisponibilité des kits PEP sont les principaux défis à la prise en charge holistique des victimes.

S'agissant des structures sanitaires existantes : à Mulombozi, 1 centre de santé communautaire, 3 postes de sante privés ; à Bionga, 1 centre de santé ; à Kitutu, 1 hôpital général de référence de Kitutu et 1 centre hospitalier de Nyamibungu.

En ce qui concerne l'enregistrement des naissances dans la zone, il y a un bureau d'État civil au niveau de Kitutu pour l'enregistrement des naissances pour les enfants de Kitutu et Bionga. Sur l'axe Mulombozi, il n'existe aucun bureau d'enregistrement des naissances.

C. Lutte anti-mines

Les localités de Bionga et de Kitutu sont deux zones qui ont connu des situations conflictuelles en lien avec la guerre de 1996 mais aussi celle du Rassemblement congolais pour la démocratie de 1998. Au cours des entretiens avec les autorités locales, il a été relevé qu'avant 2014, il y avait la présence de restes explosifs de guerre (REG) dans les deux zones évaluées, mais suite à l'intervention de la DCA en 2014, certains REG avaient été démolis. Toutefois, l'avenue Kilima, dans la localité de Kitutu, serait soupçonnée dangereuse du fait qu'il y aurait d'autres REG enterrés.



Photos des zones soupçonnées dangereuses à Kitutu sur avenue Kilima

**RAPPORT DE LA MISSION D'ÉVALUATION DES BESOINS DE PROTECTION
SUR LES AXES MULOMBOZI, KITUTU ET BYONGA
(TERRITOIRE DE MWENGA)**

En outre sur l'axe Mulombozi, en 2014 il y a eu des affrontements entre les FARDC et les FDLR. En dépit de ces affrontements rien n'a été signalé sur la présence de REG dans la zone. Le problème est que la population n'a jamais été sensibilisée en termes d'information sur l'éducation aux risques de REG/mines. Des REG pourraient donc bien se trouver sur cet axe.

Dans le cadre de la prévention, 68 personnes (11 Hommes, 18 femmes, 22 filles et 17 garçons) ont été sensibilisées sur l'éducation aux risques liés au REG à Bionga et Kitutu. Sur l'axe Mulombozi, précisément à Bisembe, ce sont 59 personnes (11 hommes, 13 femmes, 20 garçons, 15 filles) qui ont été sensibilisées.

D. Cohabitation pacifique, Logement, Terre et Propriété

1. Conflit de pouvoir

Plusieurs conflits de pouvoir, opposant en général des membres d'une même famille sont en cours dans les zones évaluées. Ainsi, à Kitutu, chef-lieu de la chefferie de Wamuzimu, un conflit de pouvoir de longue date oppose le fils légitime de feu Mwami Longangi et le frère du Mwami. À Kakolokelwa, dans le Groupement de Bagezi, un conflit de pouvoir oppose deux frères d'une même fratrie (la famille Martin). De même à Mawe, dans le groupement de Bashikumbilwa, un autre conflit de pouvoir oppose également deux frères (Musali et Mawe). À Bionga, dans le Groupement de Bashikamagulu, se vit également un conflit de pouvoir, opposant cette fois deux familles (Mwasa et Kamango). Ces problèmes de succession ont certes un impact négatif sur l'administration de ces localités où se juxtaposent deux pouvoirs qui ne se reconnaissent pas mutuellement. Mais encore, ces conflits de pouvoir ont un impact négatif sur la cohésion sociale du fait de la scission qu'ils engendrent au sein de la population.

2. Conflit foncier

S'agissant des conflits fonciers, il a été rapporté des cas de conflits de transhumance, des cas de conflits liés aux limites des champs, à l'occupation, à la succession/héritage, et à la superposition de titres fonciers. S'agissant de cette dernière forme, la superposition de titres fonciers, ce sont surtout les personnes déplacées qui en sont victimes. Une même parcelle peut en effet être octroyée à plusieurs personnes par le propriétaire. Au moment de la résolution du différend, les personnes déplacées, n'étant pas natives de la localité, se trouvent généralement dépouillées de leurs terres au profit des autochtones.

3. Conflit identitaire

Au niveau des communautés d'accueil, il a été rapporté l'existence d'un conflit entre les Lega et les Bembe. À l'origine de ce conflit, se trouve l'incursion dans les années 1998 d'un groupe armé majoritairement constitué de Babuyu qui aurait pris en otage les membres de la communauté Bembe à Lubemba dans le groupement Basimbi, puis les auraient par la suite tués à Kitutu. Les Bembe affirment que les Lega ont montré les maisons des membres de leur communauté et partant accusent ces derniers de les avoir livrés au groupe armé. Depuis lors, il règne une certaine méfiance entre les deux communautés. Les personnes rencontrées craignent que la situation ne se détériore avec le temps. Au niveau local, le chef de village de Lubemba aurait mené un plaidoyer auprès de certains acteurs de la société civile pour trouver un cadre de prévention à ce conflit latent. Jusque-là aucune réponse n'a été apportée.

Quant aux personnes déplacées, elles seraient souvent victimes de discrimination, de stigmatisation et de mépris de la part de certains membres des communautés d'accueil qui les identifieraient aux membres des groupes armés qui s'affrontent à Itombwe. Les

**RAPPORT DE LA MISSION D'ÉVALUATION DES BESOINS DE PROTECTION
SUR LES AXES MULOMBOZI, KITUTU ET BYONGA
(TERRITOIRE DE MWENGA)**

populations locales craignent effectivement que la présence dans leurs localités de déplacés en provenance du secteur d'Itombwe ne soit un facteur de déstabilisation de ces localités.

Si jusque-là aucun affrontement direct lié à ces deux situations n'a eu lieu, les risques sont grands que la situation actuelle ne se dégrade, d'autant que certains leaders communautaires contribueraient à alimenter les tensions intra et intercommunautaires.

4. Accès à la terre

De nos échanges dans le cadre des focus group, il a été rapporté que la population accède à la terre, soit par acquisition (achat), soit par donation par le chef de village ou le propriétaire lui-même, ou par héritage, ou encore à l'issue d'un jugement, enfin par location.

Ces mêmes conditions valent pour les personnes déplacées sur les axes évaluées. Cependant, il convient de préciser qu'en général, les déplacés n'ont pas les moyens d'acquérir une parcelle, ils y accèdent davantage par donation, avec la spécificité qu'ils n'ont que le droit de jouissance sur cette parcelle.

Relativement aux femmes, la coutume, notamment sur l'axe Kitutu et Bionga, ne leur reconnaît aucun droit d'accès à la terre, du moins du côté de sa famille biologique. La perception de la communauté est que les femmes, par le mariage, sont définitivement considérées comme acquises à leur belle-famille, elles ne peuvent en ce sens pas hériter des biens fonciers de leur famille biologique. Cette coutume vise à protéger les biens fonciers de la famille biologique, mais elle est en définitive défavorable aux femmes qui se voient dénier tout droit d'accès à la terre.

Du point de vue de la sécurisation foncière, cet aspect est quasi inexistant. S'il est vrai que quelques rares personnes rencontrées ont affirmé avoir en leur possession un acte de vente, ou un acte de reconnaissance ou encore une décharge valant documents de sécurisation foncière, la pratique de l'acquisition de propriété dans les localités évaluées est surtout verbale.

Dans le cadre de la résolution des conflits, les conflits fonciers sont résolus au niveau communautaire, par les structures religieuses, le CARG, la Société Civile, les FARDC et la PNC.

E. Limitation aux services sociaux de base

1. Accès à l'éducation

Les localités évaluées disposent de plusieurs établissements scolaires. Mais globalement tous ces établissements scolaires sont en mauvais états et ont une capacité insuffisante avec l'augmentation du nombre d'élèves due à la présence des personnes déplacés dans ces localités. De plus, en général, les écoles sont éloignées des lieux d'habitation, exposant les élèves à un risque accru de protection. Les filles dans cette situation sont les plus exposées aux risques de violences sexuelles du fait qu'elles pourraient croiser des malfaiteurs en cours de route.

En ce qui concerne l'accès des enfants déplacés aux établissements scolaires, ils ont normalement accès gratuitement aux écoles publiques comme tous les autres enfants. Par exemple à l'EP BILIGI à Bionga, les autorités scolaires affirment accueillir 45 enfants déplacés. Toutefois s'il est vrai que les enfants déplacés ont gratuitement accès à l'école, il est également avéré qu'ils éprouvent d'énormes difficultés pour se procurer l'uniforme et

**RAPPORT DE LA MISSION D'ÉVALUATION DES BESOINS DE PROTECTION
SUR LES AXES MULOMBOZI, KITUTU ET BYONGA
(TERRITOIRE DE MWENGA)**

les fournitures scolaires. Sur ce point, les enfants déplacés de Mulombozi et ceux de Kitutu connaissent les mêmes problèmes que ceux de Bionga.

2. Accès à l'eau potable

Dans la zone évaluée, il y a une carence en eau potable. À Kitutu l'ONG PIL avait construit une adduction d'eau, mais la population n'a pas estimé cette eau de bonne qualité. A Mulombozi, il faut parcourir de longues distances pour atteindre l'eau de source qui du reste n'est pas potable.

3. Abris et latrines

Dans les zones évaluées, la majorité des abris sont construits en pailles et matériaux non durable (murs en boue et/ou en bois). Avec l'accroissement démographique lié aux mouvements de populations, les abris ne sont plus en nombre suffisants et n'ont plus de capacité pour contenir le nombre de personnes qui y vivent. Les enfants et les parents sont contraints de vivre dans une même pièce.

4. Santé et Sécurité alimentaire

Du point de vue de la santé, à Kitutu, Bionga et Mulombozi se pose plusieurs cas de maladies comme le Kwashiorkor, le paludisme, la rougeole, l'anémie sévère, la fièvre typhoïde, les maladies diarrhéiques, etc. De ces maladies, certaines sont d'origine nutritionnelle, d'autres dues aux nouvelles conditions climatiques rencontrées dans les lieux de déplacement (concerne les déplacés) et d'autres encore proviennent de la mauvaise qualité d'eau. La catégorie de la population la plus exposée à ces maladies sont les enfants en général et plus particulièrement ceux dont l'âge varie entre 0 et 5 ans. Les déplacés accèdent difficilement aux soins par manque de moyens. Lors des entretiens avec le médecin de la zone de santé de Kitutu et celui du centre de santé de Bionga, il a été mentionné des cas d'évasions des hôpitaux après que les malades hospitalisés aient reçu les premiers soins. Des cas de décès ont aussi été enregistrés dans les zones évaluées du fait du non accès aux soins appropriés. Le dernier cas de décès date du 13 octobre 2019, où un déplacé en provenance d'Itombwe est décédé, non seulement parce qu'il n'avait pas de moyens financiers, mais aussi parce que l'hôpital n'avait pas les moyens matériels pour le prendre en charge.

Du point de vue alimentaire, les déplacés font face à une malnutrition sévère, du fait de l'inadaptation à la nourriture de base (le fufu de manioc) dans les localités et de l'insuffisance de la ration alimentaire. De plus, les communautés d'accueil elles-mêmes ont souligné le fait qu'elles rencontrent désormais de nombreuses difficultés à couvrir les besoins alimentaires des déplacés.

**RAPPORT DE LA MISSION D'ÉVALUATION DES BESOINS DE PROTECTION
SUR LES AXES MULOMBOZI, KITUTU ET BYONGA
(TERRITOIRE DE MWENGA)**

III. ACTIONS DE SUIVI URGENTES / RECOMMANDATIONS

À l'issue de cette évaluation dans la zone, les actions de suivies suivantes sont jugées nécessaires :

DOMAINE	RECOMMANDATIONS	ACTEUR (S) DE SUIVI	NIVEAU D'URGENCE
PROTECTION			
Protection en générale	- Plaidoyer pour l'identification des personnes déplacées dans le territoire de Mwenga	Cluster Protection, HCR, CNR, OIM	Très urgent
	- Plaidoyer pour le déploiement des unités des FARDC et de la PNC dans la localité de Byonga et Mulombozi afin de jouer un rôle de sécurisation des personnes et de leurs biens - Mettre en place et planifier des sessions de renforcement des capacités des structures communautaires (CLOC, CMPC, et autres), et étatiques pouvant jouer le rôle de communautés protectrices dans les localités de Mulombozi, Byonga et Kitutu	Cluster de Protection Caritas, Intersos, HCR CNR	Très urgent
SGBV	- Formation des prestataires médicaux du Centre de santé de Byonga sur la gestion et l'administration du Kit PEP - Appui en kit PEP à la zone de santé de Kitutu et centre de santé de Byonga pour la prise en charge des survivantes des violences sexuelles - Renforcer la sensibilisation de la population, des autorités locales, FARDC et leaders locaux sur les violences sexuelles	UNFPA et IPS, Mama's for African, Intersos, Fondation Panzi	Urgent
Protection de l'enfance	- Plaidoyer et sensibilisations pour la sortie des enfants dans les carrés miniers	Cluster Protection/GTPE Unicef	Urgent
GTLAM	- Mener l'Enquête Non Technique Marquages des zones soupçonnées dangereuses - Organiser des séances de sensibilisation des populations et autorités locales sur le danger lié au REG	GTLAM (UNMAS)	Urgent
DIC-LTP	- Vulgariser les principes directeurs relatifs aux déplacements internes	UNHCR/NRC	Urgent

**RAPPORT DE LA MISSION D'ÉVALUATION DES BESOINS DE PROTECTION
SUR LES AXES MULOMBOZI, KITUTU ET BYONGA
(TERRITOIRE DE MWENGA)**

	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser la population sur les droits de la femme/fille - Renforcer les capacités des autorités locales sur les méthodes collaboratives de résolution des conflits et mettre en place des structures communautaires de résolution des conflits 	DIC-LTP	Urgent
	<ul style="list-style-type: none"> - Vulgariser la loi foncière 	Ministère provincial des affaires foncières et DIC-LTP	Urgent
AUTRES SECTEURS			
Eau, Hygiène et assainissement	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement d'un système d'adduction d'eau facilitant la mise en place des bornes fontaines dans les localités de Byonga, kitutu et Mulombozi - Envisager les possibilités de recourir au forage dans le village pour l'approvisionnement en eau potable 	Cluster Wash, CICR	Très urgent
Sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibiliser les semences, engrais et outils aratoires pour faire face à la baisse de la production du manioc et de la banane (aliment de base consommée de la zone) qui ont été affectées par la bactérie de la mosaïque 	FAO, Cluster Sécal	Très urgent
Education	<ul style="list-style-type: none"> - Assister les enfants IDPs en fournitures et effets scolaires 	Cluster Education, UNICEF, GTPE	Urgent
Santé	<ul style="list-style-type: none"> - Pré positionnement des intrants nutritionnels à la zone de santé de Kitutu et au Centre de santé de Byonga pour la prise en charge de cas de malnutrition - Prise en charge des soins de santé primaire pour les déplacés par l'appui de la zone de santé de Kitutu et le centre de santé de Bionga en médicaments essentiels 	UNICEF, Cluster Sécal	Très urgent